

[Text]

Mr. Gifford: The United States is in a very similar position to that of Canada on the ice cream and yoghurt panel. The United States lost a panel finding to Australia on the question of the U.S. sugar import regime. The United States said it would not object to the adoption of the report. But as a practical matter, it has made it clear that the implementation of the report will take place in the context of implementing the results of the MTN. Right now the U.S. Administration and the U.S. sugar industry are scratching their heads, trying to figure out how in the future they can make their sugar programs consistent with their international obligations. As far as I am aware, they have still not yet figured out exactly how they are going to do that.

Mr. Monteith: The Cairns position was a compromise between the U.S. and the Japanese positions. We know that Australia and New Zealand support the U.S. position. Would you explain a bit the Cairns position and how favourable that might be to the rest of the people in GATT—the rest of the negotiators?

Mr. Gifford: It is natural to view the Cairns Group as a compromise, because it is perceived to be in the middle of on the one hand the Community and the Americans on the other. We are there because we all have our own national interests, and if our national interests do not warrant compromise, then we do not compromise.

That being said, the Cairns Group, collectively and individually, tend to take positions. We are not big enough to take doctrinal positions; we are not big enough to take artificial negotiating positions. We have to develop positions that have some credibility. That is why such a diverse group has been relatively successful. We cannot afford to stake out positions at the end of the day that have little or no chance of being adopted. If we are in the negotiating room at the last minute of the last hour on the last day, we are going to get there because we have something to contribute that both the United States and the community find of value. It is because the Cairns Group has managed over the years to come up with ideas that have been viewed by both the Americans and the community as sensible that the Canadian group has some credibility. Hopefully, we can keep that credibility.

• 1720

Mr. Monteith: Could you describe Canada's present subsidy level and how it would relate to that of our trading partners?

Mr. Gifford: If you use the OECD measure of producer-subsidy equivalents, you would find that, particularly since 1986, Canada's level of support is in the same order of magnitude as that provided to the United States and the European Community. But you are not necessarily comparing apples with apples. A good chunk

[Translation]

M. Gifford: La position des États-Unis à cet égard est tout à fait semblable à celle du Canada à propos de la crème glacée et du yaourt. Face à l'Australie, les États-Unis ont perdu sur cette question des importations de sucre et ont déclaré accepter les conclusions du rapport. Mais à toutes fins utiles, l'application de ces mesures aura lieu dans le cadre de ce qui aura été négocié aux NCM. En ce moment, l'administration américaine et l'industrie américaine du sucre s'arrachent les cheveux et se demandent comment ils vont pouvoir à l'avenir continuer à soutenir le sucre tout en respectant leurs obligations internationales. Autant que je sache, ils n'ont toujours pas trouvé comment ils vont s'y prendre.

M. Monteith: La position du groupe de Cairns était un compromis entre les positions américaine et japonaise. Nous savons que l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont favorables à la position américaine. Pourriez-vous un petit peu nous expliquer quelle est la position du groupe de Cairns, et dans quelle mesure cela donnerait satisfaction au reste des pays du GATT... c'est-à-dire aux autres négociateurs?

M. Gifford: Il est tout à fait naturel de voir dans ce groupe de Cairns un compromis, car effectivement, il peut être perçu comme se situant entre la Communauté d'un côté et les Américains de l'autre. Nous y sommes parce que nous avons des intérêts nationaux à défendre, c'est le cas des autres, et si nos intérêts nationaux excluent tout compromis, nous ne transigerons pas.

Cela dit, le groupe de Cairns, collectivement et à titre individuel, prend lui aussi position. Nous ne sommes pas suffisamment importants pour prendre position sur des points de doctrine, ni pour nous engager sur des positions de négociation indéfendables. Nous devons nous avancer sur des positions qui ont une certaine crédibilité. C'est la raison du succès de ce groupe très hétéroclite. Nous ne pouvons nous permettre de parvenir à des positions qui ont peu de chance d'être adoptées. Si nous restons dans la salle de négociation jusqu'à la dernière minute de la dernière heure du dernier jour, c'est que nous avons une contribution à faire qui peut intéresser à la fois les États-Unis et la Communauté. C'est précisément parce que le groupe de Cairns a réussi, au fil des ans, à faire des propositions qui ont paru raisonnables aux Américains et à la Communauté que le groupe canadien a une certaine crédibilité. Espérons que nous ne perdrons pas cette confiance.

M. Monteith: Pourriez-vous comparer le volume des subventions canadiennes à celui de nos partenaires commerciaux?

M. Gifford: Selon la mesure de l'OCDE des équivalentes subventions aux producteurs, et particulièrement depuis 1986, le soutien du Canada est tout à fait comparable à celui des États-Unis et de la Communauté européenne. Et pourtant, ce genre de comparaison est difficile à faire. En effet, une bonne